

**«ABUS» DANS LA DÉTENTION PROVISOIRE**

# Le PT interpelle Louh

**Décidément, le débat sur la détention provisoire, exception qui tend à devenir la règle, est loin de s'arrêter. Bien au contraire, au vu de la persistance du «fléau», il ne fait que s'enflammer avec le dernier épisode en date, une lettre écrite par un député du PT au ministre de la Justice et Garde des sceaux.**

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)** - Un «phénomène dramatique que connaît la justice qui a engendré une polémique grande et légitime ces derniers temps», écrit, de prime abord, Ramdhane Taâzibt dans sa missive à Tayeb Louh, datée d'avant-hier jeudi.

Et de rappeler juste après que la détention est une «atteinte à la liberté qui ne devrait intervenir que sur la base d'un jugement motivé conformément aux «procédures d'un procès équitable». Ceci avant de signifier que la «détention préventive est en contradiction avec la présomption d'innocence que garantit la première loi du pays, la Constitution».

Dans sa requête, le député du PT cite l'article 123 du code de

procédure pénale qui consacre le «caractère exceptionnel de la détention provisoire», ce que la «pratique judiciaire contredit amplement puisqu'il y est recouru presque systématiquement».

Et de relever, pour ce faire, que «dans la plupart des cas, les demandes de liberté provisoire introduites par la défense sont refusées», se référant à l'article 123 bis dudit code de procédure pénale qui, écrit-il, évoque les «garanties de représentation devant la justice», sans que ledit article en précise la nature, ni dans la forme, ni dans le fond, ni dans le temps, ni dans le lieu», «ouvrant ainsi la porte et grandement aux atteintes à la liberté et ce a contrario de la Constitution qui la protège».

Taâzibt citera ensuite ces «centaines de personnes qui se trouvent dans cette situation et pour certains depuis quatre longues années dont des cadres de l'Etat et d'entreprises nationales, victimes, selon lui, de cette détention provisoire même quand il s'agit de faute de gestion». Et d'attirer l'attention du ministre de la Justice qu'une personne en détention provisoire «ne peut se faire délivrer des documents prouvant son innocence alors que la preuve de sa culpabilité est du ressort du procureur comme principe de la justice alors que dans la pratique, le prévenu est tenu de prouver son innocence».

Pour le député du PT, «quand elle dépasse ses délais, la détention provisoire devient une détention abusive passible de sanctions mais», tient-il à relever, «nous n'avons jamais entendu parler d'articles qui punissent les auteurs de cet abus mais juste une réparation matérielle de la partie civile quand le caractère



Louisa Hanoune, SG du PT.

abusif d'une détention provisoire est prouvé». Au bout de son exposé, le parlementaire et cadre dirigeant du PT s'en remet à Louh pour savoir «que fera son département pour engager des projets de loi à même de garantir la pré-

somption d'innocence, un principe constitutionnel, et ainsi permettre à l'inculpé, innocent jusqu'à ce que son inculpation soit prouvée, de se présenter devant la justice, libre».

M. K.

**CORRUPTION**

## Une équipe pluridisciplinaire pour animer la lutte contre le phénomène

**La nouvelle composante de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption a été révélée ce jeudi dans un communiqué diffusé par la présidence de la République via l'agence officielle APS. Une équipe pluridisciplinaire qui devrait animer la politique nationale de lutte contre le phénomène.**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - Dans un communiqué diffusé jeudi dernier, la présidence de la République a rendu publique la nouvelle composante de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLC).

Une équipe pluridisciplinaire fédérée autour de Mohamed Sebaibi, qui a été, entre autres, chef de cabinet du Premier ministre Ouyahia et ancien directeur de cabinet du ministre des Finances Benbitour.

En effet, la nouvelle composante de l'ONPLC compte deux universitaires : Maya Fadel qui enseigne le droit international à la Faculté de droit d'Alger et qui a eu à occuper des fonctions à la Cour africaine des droits de l'Homme et de rapporteuse de plusieurs commissions onusiennes ; et Nabila Boukhoubza responsable du doctorat à la faculté des sciences de l'information et de la communication d'Alger et qui a eu à siéger comme membre du jury du concours journalistique Media Star qu'organise l'opérateur de téléphonie mobile Ooredoo. Elle compte aussi l'avocate Khadidja Meslem, l'ancien président du tribunal d'Oran Abdelmalek Yacoubi, l'ancien inspecteur général de l'inspection des services du budget au ministère des Finances Abdelkrim Bali ainsi que l'ancien directeur de PME II, programme d'appui aux PME/PMI mis au point en colla-

boration avec l'Union européenne, Abdeldjalil Kassoussi.

Ainsi, seul Abdelkrim Bali a fait un mandat au sein de l'ONPLC dont l'ancienne équipe était composée de l'ancien chef de cabinet du ministre des Finances Harchaoui Brahim Bouzeboudjen (président), l'ancien ambassadeur d'Algérie au Mali Abdelkrim Gheraieb dont les trois filles et le gendre ont été cités dans l'affaire de l'autoroute Est-Ouest, Abdelkader Benyoucef, les anciens généraux Ahmed Ghai et Messaoud Abed ainsi que la diplomate Sabrina Temkit.

Dans ce contexte, il convient de rappeler que l'ONPLC, institué par la loi de 2006 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption et constitutionnalisés à la faveur de l'amendement de la Constitution intervenu en

février dernier, a pour mission de «proposer et de contribuer à animer une politique globale de prévention contre la corruption». L'ONPLC – placé auprès du président de la République auquel il présente un rapport annuel de ses activités, mentionnant les insuffisances et, éventuellement, des recommandations pour les corriger – est l'animateur principal de la politique nationale en matière de prévention et de lutte contre la corruption. Il est censé collecter, centraliser et exploiter toute information qui peut servir à détecter et à prévenir les actes de corruption et quand il relève des faits susceptibles de constituer une infraction à la loi pénale, il transmet le dossier au ministre de la Justice qui saisit, le cas échéant, le procureur général territorialement compétent aux fins de mettre en mouvement l'action publique.

En tout cas, l'Algérie, l'un des premiers Etats signataires de la Convention des Nations-Unies contre la corruption de décembre 2003 – elle a été rati-

fiée par un décret présidentiel du 19 avril 2004 –, et en dépit du fait qu'elle dispose d'un important arsenal juridique en matière de lutte contre la corruption, reste un pays où le phénomène est répandu.

Or, l'ONPLC ne s'est vraiment pas fait remarquer en matière de lutte contre la corruption tout au long de son premier mandat qui a expiré en novembre 2015. Les seuls vrais animateurs de cette lutte depuis la promulgation de la loi de 2006 étaient les services de renseignement. Les limiers du Département de renseignement et de sécurité (DRS) ont démantelé plusieurs réseaux internationaux de corruption et leurs investigations ont donné lieu à deux grandes affaires qui ont marqué les annales judiciaires de ces dernières années à savoir, l'affaire de l'autoroute Est-Ouest et l'affaire Sonatrach. Même s'il a été noté le manque de volonté politique d'aller au bout des choses et juger les parrains politiques de ces entreprises de corruption.

L. H.

## L'AACC disposée à coopérer avec l'ONPLC

Dans un communiqué diffusé hier, l'Association algérienne de lutte contre la corruption (AACC), qui a rappelé qu'elle est «disposée et disponible» à travailler avec l'ONPLC, a estimé que «tant que l'ONPLC n'acquiert pas une réelle indépendance et tant qu'il n'y a pas une réelle volonté politique de lutter effectivement contre la corruption, ces changements à sa tête n'auront obéi qu'à une disposition réglementaire relative au mandat de ses membres permanents». Et

d'appeler la nouvelle équipe à s'ouvrir un peu plus sur le public : «L'AACC appelle la nouvelle équipe de l'ONPLC à plancher sur des chantiers importants dont l'ouverture sur le public, un programme national effectif de prévention, des propositions de révision qualitative de la loi du 20 février 2006 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption, et un rapprochement en direction des médias : l'AACC jugera aux actes !».

L. H.

**SITUATION  
SÉCURITAIRE**

## Reddition d'un terroriste et arrestation d'immigrés clandestins marocains

Le déploiement tous azimuts des troupes de l'ANP n'en finit pas d'apporter chaque jour la preuve de la maîtrise de la situation sécuritaire sur le plan de la lutte antiterroriste comme de la traque menée contre les contrebandiers de tout genre.

Selon un communiqué mis en ligne par le ministère de la Défense, cette fois, c'est un terroriste qui s'est rendu à In-Amenas, dans la journée de jeudi, au moment où à Laghouat, un détachement relevant de la IV<sup>e</sup> Région militaire récupérait un lot de munitions de guerre constitué de 206 balles de différents calibres.

Ainsi, en moins d'une semaine, ce sont deux terroristes qui ont décidé de déposer les armes puisque, on le rappelle, cinq jours plus tôt, un premier terroriste, un certain B. Miloud, s'est rendu aux autorités du secteur militaire de Ouargla, emboitant le pas à G. Mohamed-Saïd, un de ces vétérans ayant rejoint le maquis à l'époque des GIA au début des années 1990, qui s'est livré, il y a une dizaine de jours, aux militaires de Jijel avec lesquels il a été pris dans un violent accrochage, le 30 juin dernier, lors duquel sa femme et son bébé ont été touchés et ses trois filles arrêtées.

Par ailleurs, selon le même communiqué du MDN diffusé jeudi, les gardes-frontières en poste à Tlemcen, après avoir appréhendé, dimanche dernier, 84 immigrants clandestins de nationalité marocaine, ce sont cette fois 31 personnes qui ont été arrêtées dont 29 Marocains pour s'être illégalement introduites sur le territoire national, a précisé le MDN.

M. Azedine